



**Décision n° CODEP-LYO-2021-014758 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du  
11 mai 2021 autorisant Framatome à modifier de manière notable les modalités d’exploitation  
autorisées de l’installation nucléaire de base n° 63**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 2 mars 1978 modifié autorisant la création par la Société franco-belge de fabrication de combustibles d’une unité de fabrication de combustibles nucléaires sur le site de Romans-sur-Isère (département de la Drôme) et transférant à cette société la qualité d’exploitant des installations précédemment exploitées sur ce site par la Compagnie pour l’étude et la réalisation de combustibles atomiques ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision CODEP-DRC-2017-01262 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 10 juillet 2017 enregistrant l’installation nucléaire de base n° 63 nommée « Usine de fabrication d’éléments combustibles (CERCA) » exploitée par Areva NP sur la commune de Romans-sur-Isère (département de la Drôme) ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l’ASN référencé CODEP-LYO-2021-014575 du 30 mars 2021 ;

Vu la demande d’autorisation transmise par courrier SUR-20/368 du 11 décembre 2020 portant sur l’arrêt de la surveillance EDAC des bâtiments L1 et MA2,

**Décide :**

**Article 1er**

Framatome, ci-après dénommé « l’exploitant » est autorisé à modifier les modalités d’exploitation autorisées de l’installation nucléaire de base n° 63, dans les conditions prévues par sa demande du 11 décembre 2020 susvisée.

## **Article 2**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

## **Article 3**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 11 mai 2021.

Pour le président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
le directeur des déchets,  
des installations de recherche et du cycle,

*Signé par*

**Christophe KASSIOTIS**